



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**  
*La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...*

• (Page 07)

**Musique**

**Dix-huit ans plus tard, Spotify dégage son premier bénéfice**

*Le service se targue de compter 675 millions d'utilisateurs actifs. Le nombre d'abonnés payants a progressé de 11%. Créé en avril 2006, le numéro ...*

• (Page 08)

**Immatriculations**

**Coup de frein pour les véhicules électriques en Suisse**

*Augmentant sans cesse chaque année, leur part a cette fois diminué. Ce sont les hybrides normaux qui tirent leur ...*

• (Page 08)

**Financement des PME**

• (Pages 03)

# 10 millions d'euros dans le nouveau fonds d'AfricInvest



**4ème édition du Baromètre de l'industrie financière africaine**

• (Pages 05)

# Deloitte et AFIS présentent une analyse des dynamiques actuelles

**Journées du Secteur privé**

**Un forum sur la sous-traitance clôt les débats de la 2ème édition**

*Le Forum de la sous-traitance et des partenariats, tenu le 30 janvier 2025 à l'hôtel Sarakawa, a réuni les acteurs ...*

• (Page 02)

**Sécurité au Travail**

**Le CNP-Togo lance une formation des formateurs**

*Dans une démarche visant à améliorer la sécurité et la santé au travail au Togo, le Conseil National du Patronat du Togo (CNP-Togo) ...*

• (Pages 04)

**Afrique**

**L'USTDA et la BAD renouvellent leur partenariat**

*La Banque africaine de développement et l'Agence américaine pour le commerce et le développement (USTDA) ont renouvelé un protocole ...*

• (Page 06)

**Volontariat**

**SONDOU Essoréréké, programmée pour réussir**

*"Après tant d'efforts, il est très gratifiant de pouvoir enfin exercer le métier de ses rêves". C'est avec ces paroles empreintes de sagesse africaine qu'Essoréréké nous ...*

• (Page 11)



**L'économiste** du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N° 0650/07/09/22/HAAC  
Premier Quotidien Economique Togolais

Visitez notre site Web à l'adresse :

[leconomistedutogo.tg](http://leconomistedutogo.tg)

... L'économiste du Togo, le journal des décideurs ...



TOUTE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE DU TOGO ET D'AILLEURS

## Journées du Secteur privé

### Un forum sur la sous-traitance clôt les débats de la 2ème édition

Le Forum de la sous-traitance et des partenariats, tenu le 30 janvier 2025 à l'hôtel Sarakawa, a réuni les acteurs clés du secteur économique togolais. Organisé dans le cadre des Journées du Secteur Privé, cet événement a mis en avant les opportunités et défis du partenariat entre les grandes entreprises et les très petites, petites et moyennes entreprises (TPME) pour stimuler la croissance économique.



• Junior Aredola

Sous la présidence de Madame Kayi MIVEDOR-SAMBIANI, Ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, la cérémonie d'ouverture du forum a marqué l'aboutissement de trois jours de réflexion autour du thème : "Partenariat entre les grandes entreprises et les TPME : un levier de développement économique". Ce forum a rassemblé des membres du Gouvernement, des représentants du secteur privé, des institutions financières ainsi que des grandes entreprises et des PME/PMI. Les discussions ont porté sur les moyens d'améliorer les relations inter-entreprises, notamment par le biais de la sous-traitance et du renforcement des capacités des TPME. Monsieur ABOKI Vignon, Président du Groupement togolais des très petites, petites et moyennes entreprises (GTPME), a rappelé que les TPME constituent près de 90% du tissu entrepreneurial du pays. Elles jouent un rôle fondamental dans la création d'emplois et la diversification de l'économie, mais font face à des difficultés d'accès au financement et aux marchés. De son côté, Monsieur

Jonas DAOU, Président de l'Association des grandes entreprises du Togo (AGET), a prôné un partenariat gagnant-gagnant entre grandes entreprises et TPME, insistant sur la nécessité d'une meilleure gouvernance, d'un management adapté et d'un accès facilité aux ressources. Dans son intervention, Madame Kayi MIVEDOR-SAMBIANI a mis en avant la vision du Chef de l'État, Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBÉ, visant à transformer structurellement l'économie togolaise en s'ap-

puyant sur un secteur privé dynamique et résilient. Elle a souligné l'importance de la formalisation des TPME, de leur certification pour garantir la conformité aux standards de qualité, et de leur intégration aux chaînes d'approvisionnement des grandes entreprises. Avec près de 1000 participants aux différents webinaires et rencontres, cette seconde édition des Journées du Secteur Privé marque une étape décisive vers un écosystème entrepreneurial plus inclusif et performant au Togo.



# Image du jour

Découvrez avec CcHub  
l'art de créer  
des produits  
innovants et  
économiquement  
viables!

Vendredi 21 / Samedi 22  
Février 2025 | 10h00 à 15h00  
GMT

Sur site : Djanta Tech Hub  
En ligne : via zoom

Inscrivez vous :

Cohorte 1 : [uri.gouv.tg/HCDDjanta1](http://uri.gouv.tg/HCDDjanta1)

ou

Cohorte 2 : [uri.gouv.tg/HCDDjanta2](http://uri.gouv.tg/HCDDjanta2)



## AUX DECIDEURS ...

### Une Vision pour un Marché Commun Résilient

À l'occasion des Dialogues sur la Prospérité en Afrique 2025, le Président de la République togolaise, Faure Essozimna Gnassingbé, a délivré un message porteur d'espoir et d'ambition à Accra. Son appel en faveur d'un marché commun africain, fondé sur trois axes stratégiques majeurs – résilience économique, intégration pragmatique et modernisation des infrastructures – invite à repenser l'avenir économique du continent.

Dans un contexte mondial complexe et en constante évolution, le Président Gnassingbé a affirmé que l'avenir de l'Afrique passe par la coopération régionale et la mise en œuvre de stratégies inclusives. Son discours, prononcé devant un auditoire composé de partenaires internationaux, d'investisseurs et d'experts économiques, a mis en avant trois axes déterminants pour renforcer la souveraineté économique du continent.

Face aux crises mondiales et aux incertitudes économiques, il est impératif de construire un espace économique capable de résister aux chocs externes. Cela implique une coopération accrue entre les États pour renforcer les capacités locales et limiter la dépendance aux financements extérieurs.

Reconnaissant les disparités entre les économies africaines, Gnassingbé appelle à un modèle d'intégration flexible. Ce modèle doit permettre à chaque pays d'évoluer à son rythme tout en garantissant une répartition équitable des bénéfices du commerce commun, afin de créer un écosystème économique inclusif et durable.

Investir dans des infrastructures modernes – routes, ports, réseaux ferroviaires, et systèmes numériques – est essentiel pour faciliter la circulation des biens et des services sur le continent. Ces investissements, qui nécessitent des financements massifs et une coopération transfrontalière, sont le pilier sur lequel reposera la compétitivité de l'Afrique sur la scène mondiale.

L'approche du président togolais met en exergue une vision intégrée de la croissance économique africaine qui va au-delà de la simple libéralisation commerciale. Elle repose sur une stratégie structurée visant à bâtir un marché commun solide, capable de transformer les défis en opportunités. La résilience économique, dans ce cadre, est directement liée à la capacité des États africains à investir dans des infrastructures qui soutiennent l'activité économique, tout en favorisant l'innovation et l'inclusion.

En prônant une intégration économique pragmatique, le Président togolais rappelle que les bénéfices de l'intégration ne doivent pas être concentrés dans quelques grandes économies, mais distribués équitablement pour réduire les inégalités. Par ailleurs, l'accent mis sur les infrastructures numériques est particulièrement pertinent dans un monde de plus en plus digitalisé, où l'accès aux technologies de l'information est devenu un déterminant majeur de la compétitivité.

Cette vision d'une Afrique intégrée et résiliente nécessite une action collective soutenue par des engagements financiers et politiques à long terme. Le rôle des institutions régionales et des partenariats public-privé est crucial pour concrétiser cette ambition. Seule une coordination efficace et une volonté politique forte permettront de transformer ce rêve en réalité.

Dans un environnement économique global marqué par des crises récurrentes et une concurrence internationale féroce, l'Afrique se trouve à un tournant stratégique. La mise en œuvre de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) et d'autres initiatives régionales témoigne d'un engagement collectif pour l'intégration économique. Le discours de Gnassingbé s'inscrit dans ce mouvement, renforçant l'idée que l'avenir du continent dépend de la capacité des États à collaborer, à moderniser leurs infrastructures et à adopter des modèles de croissance inclusifs.

Alors que l'Afrique se prépare à affronter des défis majeurs – sécurité, gouvernance, et transition énergétique – la vision d'un marché commun résilient apparaît comme une réponse essentielle pour libérer le potentiel économique du continent et améliorer les conditions de vie de ses populations. Le Togo, sous le leadership de Gnassingbé, se positionne ainsi comme un acteur moteur dans cette transformation, prônant une approche intégrée et solidaire pour bâtir l'Afrique de demain.

M.T

### Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km <sup>2</sup>	21,7 km <sup>2</sup>	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

## Financement des PME

## 10 millions d'euros dans le nouveau fonds d'AfricInvest

Proparco investit 10 millions d'euros dans le nouveau fonds PME d'AfricInvest pour soutenir les petites et moyennes entreprises en Afrique.

• Wilson Lawson

Proparco annonce, mardi 04 février 2025, son investissement de 10 millions d'euros dans le dernier fonds dédié aux petites et moyennes entreprises (PME) d'AfricInvest, un partenaire de longue date et acteur majeur de l'investissement à impact en Afrique. Ce fonds vise à renforcer les PME, qui jouent un rôle crucial dans la création d'emplois et la croissance économique du continent. Tout en visant à obtenir des rendements attractifs et en poursuivant des objectifs globaux de développement économique, le fonds accordera une attention particulière aux impacts en matière de genre et de climat, en soutenant des entreprises dans l'adoption de pratiques responsables et inclusives. En investissant dans le fonds AfricInvest Small Cap, Proparco poursuit sa mission en faveur d'une croissance inclusive et durable, un des axes prioritaires de sa stratégie 2023-2027, ainsi que son engagement aux côtés des entreprises africaines, en leur offrant des solutions adaptées à leurs



besoins tout en maximisant les impacts économiques, sociaux et environnementaux. Le projet se qualifie également au 2X Challenge, initiative mondiale de soutien à l'autonomisation économique des femmes. Le fonds soutiendra des PME dans plusieurs pays africains (principalement en Afrique du Nord, de l'Est et de l'Ouest) spécialisées dans de multiples secteurs clés tels que l'éducation, la santé ou encore de l'agribusiness. Pour Jérémie Ceyrac, Directeur Investissement de Proparco : « Cet investissement s'inscrit pleinement dans l'initiative Choose Africa, portée par Proparco pour soutenir les PME et start-ups en Afrique. Ce fonds reflète notre ambition de renforcer les capacités des entrepreneurs

africains et de répondre aux défis économiques, sociaux et environnementaux de manière durable. Notre partenariat avec AfricInvest remonte à plus de 25 ans et nous sommes fiers de pouvoir une nouvelle fois conjointement participer au soutien du tissu économique du continent. » Pour Brahim El Jai, Senior Partner chez AfricInvest : « Ce fonds s'inscrit dans la continuité de notre engagement à soutenir les petites et moyennes entreprises africaines à fort potentiel de croissance et d'impact dans leur ambition de devenir des moteurs de transformation durable. En combinant l'apport financier à notre expertise locale et multirégionale, nous soutenons l'innovation, la création d'emplois et l'adoption de stratégies climatiques en

ligne avec les Accords de Paris. Notre objectif est d'accompagner ces entreprises dans la génération d'une valeur économique, sociale et environnementale mesurable, tout en consolidant leur position sur des marchés stratégiques. »

#### Contribution à la croissance économique

Les PME jouent un rôle central dans les économies africaines, représentant une part majeure des emplois et de la production de richesse. En finançant ce fonds, Proparco contribue ainsi à l'augmentation du capital disponible car, le manque de financement est un obstacle majeur pour les PME africaines. Cet investissement facilite leur accès à des ressources financières adaptées. De même, le

fonds cible des secteurs stratégiques comme l'éducation, la santé et l'agribusiness, qui sont essentiels au développement socio-économique et s'aligne sur l'initiative 2X Challenge, qui vise à renforcer l'autonomisation économique des femmes. Cela favorise une inclusion financière accrue et une diversification de la main-d'œuvre, éléments cruciaux pour un développement plus équitable. L'initiative Choose Africa, mentionnée par Proparco, illustre également cet engagement en faveur du renforcement des entrepreneurs africains.

#### Respect des accords de Paris

Proparco et AfricInvest mettent un accent particulier sur le respect des Accords de Paris, encourageant les

entreprises à adopter des stratégies climatiques responsables. Le financement des PME avec un prisme environnemental impliquant la transition vers des modèles économiques plus durables (énergies renouvelables, efficacité énergétique) et l'adoption de pratiques agricoles résilientes pour lutter contre les changements climatiques. Le partenariat entre Proparco et AfricInvest, fort de 25 ans d'expérience, témoigne d'une continuité stratégique dans le soutien au secteur privé africain. Cette synergie permet une meilleure structuration des financements, combinant expertise locale et capital international pour maximiser l'impact économique et social. Cet investissement s'inscrit dans une vision à long terme du développement africain, en mettant en avant les PME comme moteurs de transformation économique. En associant soutien financier, innovation et environnemental, le fonds AfricInvest Small Cap devient un levier de croissance pour un secteur privé plus résilient et compétitif en Afrique.

### Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

#### Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigeria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

#### Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Sécurité au Travail

Le CNP-Togo lance une formation des formateurs

Dans une démarche visant à améliorer la sécurité et la santé au travail au Togo, le Conseil National du Patronat du Togo (CNP-Togo) en partenariat avec le Centre International de Formation de l'Organisation Internationale du Travail (CIF-OIT) a inauguré, ce lundi 3 février 2025 à Lomé, la première session de formation des formateurs sur la Sécurité et la Santé au Travail.

● Vivien Atakpabem

Au cours de la session inaugurale, le président du CNP-Togo, Coami Sedolo Tamegnon, a souligné l'importance de cette initiative pour transformer les pratiques professionnelles au sein des entreprises togolaises. Selon lui, cette formation ne vise pas uniquement à améliorer les conditions de travail, mais aussi à instaurer une culture de prévention qui garantira la sécurité et le bien-être de tous les travailleurs. Dans son discours d'ouverture, M. Tamegnon a remercié chaleureusement les partenaires institutionnels, en particulier Julie Kazagui de l'ACTEMP du Bureau International du Travail (BIT), ainsi que le CIF-OIT représenté par M. Sandro Pettineo et Mme Rachida Zingara, dont l'expertise a été déterminante dans l'élaboration du programme. Il a invité les participants à partager leurs expériences et à poser des questions pour enrichir les échanges et maximiser l'impact de la formation. Cette formation, étalée sur quatre semaines, alternera entre des sessions en présentiel et des modules en ligne, permettant ainsi une adaptation optimale aux besoins



spécifiques de chaque entreprise. Les modules couvriront l'identification, la prévention et la gestion des risques professionnels, afin d'équiper les formateurs avec les outils nécessaires pour instaurer des environnements de travail sûrs et productifs. L'amélioration de la sécurité et de la santé au travail est un levier essentiel pour renforcer la productivité et la compétitivité des entreprises togolaises. En réduisant les accidents et les risques professionnels, les entreprises pourront réaliser d'importantes économies sur les coûts liés aux arrêts de travail et aux indemnités, tout en améliorant la satisfaction et la fidélisation de leurs

employés. Ce type d'initiative, en stimulant la prévention des risques, contribue également à créer un environnement de travail favorable à l'innovation et à l'investissement. À long terme, une meilleure gestion de la sécurité au travail peut générer une croissance économique durable en favorisant une main-d'œuvre en meilleure santé et plus productive, élément crucial dans un contexte où le secteur privé joue un rôle de plus en plus déterminant dans l'économie nationale. Face aux défis constants en matière de sécurité au travail, le Togo intensifie ses efforts pour instaurer des normes rigoureuses et promouvoir une culture de prévention dans le secteur privé. Ce projet s'inscrit dans la stratégie globale du gouvernement togolais qui, dans le cadre de sa feuille de route pour un développement économique inclusif, vise à renforcer le dialogue social et à créer des environnements de travail sûrs. La formation des formateurs par le CNP-Togo et le CIF-OIT intervient à un moment crucial, où la modernisation des pratiques professionnelles est indispensable pour soutenir la compétitivité du pays et protéger ses travailleurs. Par ce biais, le Togo se positionne en acteur engagé sur la scène internationale, en alignement avec les standards mondiaux en matière de sécurité et de santé au travail.



Togo

Plus de 300 entreprises ont un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard FCFA

Au Togo, 303 entreprises affichent un chiffre d'affaires annuel supérieur à 1,7 million de dollars (1 milliard FCFA), selon un rapport de l'IFC publié en 2023.

Ces entreprises opèrent dans des secteurs stratégiques tels que la banque, l'assurance, l'industrie, la logistique, les télécommunications et la distribution pétrolière. Parmi elles, 66 sont membres de l'Association des Grandes Entreprises du Togo (AGET). On y retrouve notamment Ecobank, Orabank, NSIA (banques), SUNU Assurances (assurance), CIMTOGO, Brasserie BB Lomé (industrie), Africa Global Logistics (logistique), Togocom et Moov Africa (télécoms), ainsi que TotalEnergies et Vivo Energy (distribution de carburant). La capitale togolaise, Lomé, concentre plus de 60 % des entreprises et 71 % des emplois formels, notamment grâce à la présence du Port Autonome de Lomé (PAL), seul port en eau profonde de la sous-région, qui joue un rôle central dans les échanges commerciaux avec les pays voisins. L'environnement financier et les infrastructures modernes expliquent également l'implantation de sièges sociaux des grandes entreprises dans la ville. Face à cette concentration, les autorités togolaises misent sur le développement de nouveaux



pôles économiques en dehors de la capitale. Des agropoles à Kara, Oti et Haut-Mono sont en cours de développement pour renforcer la filière agricole et agro-industrielle.

Investissements et financement du secteur privé

Le secteur privé togolais bénéficie d'un environnement de plus en plus favorable aux investissements. Les investissements privés représentaient en moyenne 14 % du PIB entre 2012 et 2019, et ont progressé à plus de 20% depuis 2022 tandis que les investissements directs étrangers (IDE) atteignent 2,5 % du PIB ces dernières années. Le crédit au secteur privé a progressé de 4,5 % en 2023, pour s'établir à 1 738 milliards FCFA, selon

les données officielles.

Une intégration progressive des PME

Si les grandes entreprises dominent l'économie, les PME et TPME, qui constituent 96,9 % des entreprises, peinent encore à s'imposer dans l'économie formelle. 85,5 % d'entre elles évoluent encore dans l'informel, ce qui limite leur accès aux financements et aux marchés publics. Plusieurs initiatives ont été mises en place pour faciliter leur intégration, notamment des incitations fiscales. Lomé a lancé récemment une charte des PME. Cette charte, approuvée en 2021, classe les entreprises en quatre catégories distinctes en fonction de leur chiffre d'affaires annuel, allant de 5 millions à 1 milliard de FCFA

(Togo First)

Coopération

Depuis 2021, l'Allemagne a mobilisé près de 300 millions d'euros au profit du Togo

Depuis 2021, le Partenariat pour les réformes, conclu entre le Togo et l'Allemagne, a permis de mobiliser 294,3 millions d'euros (193 milliards FCFA) pour des réformes structurelles et des investissements ciblés dans le pays ouest africain.

Ce programme, inscrit dans le cadre de l'initiative Compact With Africa du G20, a mis l'accent sur l'amélioration du climat des affaires et des investissements (notamment à travers une offre renforcée de formation professionnelle), le soutien à la transformation agro-industrielle et le développement des chaînes de valeur agricoles, et la décentralisation et le développement des territoires. L'information a été partagée avec le public en marge des consultations intergouvernementales sur la coopération au développement, tenues du 27 au 30 janvier 2025 à Lomé. Ces travaux viennent en pré-



lude des négociations bilatérales prévues pour le dernier trimestre 2025 à Berlin.

Un engagement financier durable jusqu'en 2027

En 2024, l'Allemagne a accordé 15 millions d'euros (9,8 milliards FCFA) pour des investissements dans la fibre optique et la digitalisation des mairies, ainsi que 11 millions d'euros (7,2 mil-

liards FCFA) pour le renforcement de la résilience dans le nord du pays, notamment via le financement des cantines scolaires.

Au-delà du bilan des projets en cours, la rencontre a permis de définir les priorités stratégiques des prochaines années. Ainsi, au total, 530,91 millions d'euros (347,75 milliards FCFA) sont engagés dans les projets en cours jusqu'en 2027. Ce niveau de mobilisation positionne l'Allemagne comme un partenaire bilatéral de premier plan en matière de développement au Togo.

Avec Togo First

Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo		Indicateurs du commerce extérieur				
Partenaires	2020	2016	2017	2018	2019	2020
France	29,8	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Chine	8,6	29,5	48,4	78,2	75,7	n/a
USA	7,2	-822	-502	-626	-526	n/a
Allemagne	4,3	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Belgique	3,6	6,7	-0,7	2,0	2,1	-1,7
Autres	3,5	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1

Profil commercial		Valeurs du commerce extérieur				
Indicateurs	2020	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (% du PIB)	-3,1%	2,382	1,878	2,114	2,452	2,146
Balance commerciale (% des importations)	-5,9%	1,200	1,016	1,080	1,055	1,068
Exportations de biens et services (milliards USD)	4,5	397	427	468	447	407
Importations de biens et services (milliards USD)	4,5	530	531	529	576	451

**Deloitte.****AFIS**  
AFRICA FINANCIAL SUMMIT**COMMUNIQUE DE PRESSE****Deloitte et AFIS dévoilent la 4e édition du Baromètre de l'Industrie Financière Africaine : entre défis et opportunités****Paris, le 04 février 2025**

L'industrie financière africaine est à un tournant décisif de son histoire. Portée par la révolution digitale et confiante dans son avenir, elle fait face à des défis complexes mais profite aussi d'opportunités qui contribuent au développement inclusif du continent.

Ce Baromètre de l'industrie financière africaine, fruit d'une collaboration entre Deloitte et l'Africa Financial Summit - AFIS, présente une analyse des dynamiques de transformation actuelles. S'appuyant sur les réponses de plus de 60 acteurs issus de divers secteurs et zones géographiques, cette étude fait un état des lieux des mutations en cours, des stratégies mises en œuvre et des chantiers d'avenir. Accélération de la digitalisation, prise en compte de l'impact durable dans les modèles, promotion de l'inclusion financière, réinvention des modes de partenariats : les chantiers de transformation sont nombreux. Mais pour libérer pleinement son potentiel, l'industrie financière africaine doit aussi se repenser elle-même en profondeur. Optimiser la performance opérationnelle et financière, adapter sa gouvernance, renforcer sa gestion des risques, investir dans les compétences de demain : tels sont quelques-uns des défis stratégiques à relever.

**Des perspectives économiques contrastées mais prometteuses**

Malgré un léger recul de l'optimisme par rapport à 2023, 72 % des acteurs financiers affichent une vision favorable des trois prochaines années, avec les fintechs comme fers de lance (88 %). L'inclusion financière et la digitalisation s'imposent comme des moteurs clés de cette croissance, tandis que les banques et assurances adoptent une posture plus prudente.

**Accélération de la digitalisation : un levier de transformation encore inachevé**

L'édition 2024 met en lumière l'accélération des chantiers de transformation digitale, avec 36 % des projets cloud déjà matures et une forte adoption des partenariats technologiques (84 %). Toutefois, un décalage persiste entre l'avancée technologique et le développement des compétences, avec seulement 2 % de maturité dans les compétences digitales. Ouverte aux partenariats, l'industrie estime que les Telco et fintech sont désormais des moteurs ou des innovateurs utiles pour la finance, mais juge les Gafa et BigTechs encore peu impliqués et avant tout disruptifs. Si l'intelligence artificielle est sur toutes les lèvres, seuls 2% des sondés ont déployé un projet d'IA, 71% étant en train de le faire ou y pensent.

**Réglementation : des chantiers prioritaires**

L'encadrement de la finance digitale, l'harmonisation panafricaine des réglementations et la prévention des crises souveraines émergent

comme les priorités majeures de l'industrie en termes de réglementation. Alors que seulement 55% des sondés estiment que les exigences réglementaires sont claires, les acteurs restent pragmatiques et privilégient les enjeux immédiats de régulation et de stabilité, tout en reconnaissant l'importance d'une transformation plus profonde du système financier africain (finance durable, réforme des institutions internationales, nouvelles typologies de risques). 50% estiment que le dialogue des régulateurs avec l'industrie doit être renforcé.

**Une transformation à portée de main**

Pour libérer pleinement son potentiel, l'industrie financière africaine doit accélérer sur certains chantiers, notamment :

- Développer la coopération entre banques, assureurs, fintechs et télécoms et favoriser l'interopérabilité ;
- Continuer à développer l'agilité organisationnelle et la résilience opérationnelle pour absorber les chocs dans un environnement volatile ;
- Créer des solutions digitales à prix adapté et investir dans l'éducation financière, éléments essentiels pour accélérer enfin l'inclusion.

**Les chiffres à retenir**

- 72 % des acteurs financiers se disent confiants quant à l'avenir des trois prochaines années, avec des fintechs particulièrement optimistes (88 %) ;
- 65% des institutions indiquent que leur solvabilité et leur rentabilité se sont améliorées récemment, mais 28% notent une dégradation de la qualité des actifs ;
- 84 % des institutions priorisent les partenariats technologiques en 2024, contre seulement 26 % en 2023, marquant un tournant stratégique ;
- 36 % des projets cloud ont déjà atteint leur maturité, mais seulement 2 % des compétences digitales sont jugées matures, soulignant un écart à combler ;
- 54 % des répondants identifient l'inflation comme le principal risque, suivie de la cybersécurité et de la pénurie de talents ;
- Les professionnels du secteur perçoivent l'industrie financière africaine comme beaucoup moins attractive que par le passé : 67% estiment que l'attractivité stagne ou qu'elle est en baisse ;
- Les initiatives d'intégration financière (PAPSS, ZLECAf, AELP) soutiennent la transformation de l'Afrique, mais leur progression est inégale. PAPSS, perçu comme un véritable « game changer », affiche un niveau d'opérationnalité de 20%, contre 8% pour la ZLECAf et 7% pour l'AELP.

**Un baromètre pour guider l'action**

Cette étude a pour ambition de contribuer à une prise de conscience partagée de ces enjeux. Car la réussite de cette transformation sera celle d'un écosystème dans son ensemble. Régulateurs, banques, institutions financières, assureurs, fin-

techs et acteurs de terrain : nous vous invitons à vous emparer de ce baromètre, car c'est dans la capacité collective à collaborer, au service d'une croissance inclusive, que se jouera votre impact.

> Découvrez le dernier baromètre de l'industrie financière africaine : [www.afis.africa/fr/barometre-de-lindustrie-financiere-africaine/](http://www.afis.africa/fr/barometre-de-lindustrie-financiere-africaine/)

**A Propos de l'Africa Financial Summit - AFIS**

Fondée par Jeune Afrique Media Group en 2021, avec le soutien de l'International Finance Corporation (IFC), AFIS accompagne les professionnels de la finance africaine dans la construction d'une industrie financière robuste au service de l'économie réelle et du développement durable. Réunissant à l'occasion de son Sommet Annuel 1200 personnalités les plus influentes de la finance africaine, ainsi que les régulateurs, l'AFIS travaille à l'amélioration de l'inclusion financière et à l'émergence d'une industrie des services financiers véritablement panafricaine. Site internet : [www.afis.africa/fr/](http://www.afis.africa/fr/)

**A Propos de Deloitte**

Deloitte fait référence à un ou plusieurs cabinets membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited (« DTTL »), à son réseau mondial de cabinets membres et à leur entités liées (collectivement dénommés « l'organisation Deloitte »). DTTL (également désigné « Deloitte Global ») et chacun de ses cabinets membres et entités liées sont constitués en entités indépendantes et juridiquement distinctes, qui ne peuvent pas s'engager ou se lier les uns aux autres à l'égard des tiers. DTTL et chacun de ses cabinets membres et entités liées sont uniquement responsables de leurs propres actes et manquements, et aucunement de ceux des autres. En France et en Afrique francophone, Deloitte regroupe un ensemble de compétences diversifiées pour répondre aux enjeux de ses clients, de toutes tailles et de tous secteurs. Fort des expertises de ses 8 457 associés et collaborateurs et d'une offre multidisciplinaire, Deloitte en France et en Afrique francophone est un acteur de référence. Soucieux d'avoir un impact positif sur notre société, Deloitte a mis en place un plan d'actions ambitieux en matière de développement durable et d'engagement citoyen. <https://www2.deloitte.com/afrique/fr.html>



## Afrique

### L'USTDA et la BAD renouvellent leur partenariat

La Banque africaine de développement et l'Agence américaine pour le commerce et le développement (USTDA) ont renouvelé un protocole d'accord, prolongeant leur partenariat stratégique pour cinq ans.

• Vivien Atakpabem

Cet accord souligne un engagement commun à développer des infrastructures de qualité en Afrique en renforçant les systèmes nationaux de passation de marchés et en les alignant sur les meilleures pratiques internationales, uniformisant ainsi les règles du jeu pour la concurrence internationale. Le protocole d'accord formalise également la coordination en cours pour constituer une réserve de projets bancables qui puissent bénéficier des dons de préparation de projets de l'Agence américaine pour le commerce et le développement. «La prolongation de notre partenariat stratégique réaffirme notre engagement commun à créer un avenir plus durable et plus prospère pour l'Afrique», a déclaré Enoch T. Ebong, directrice de l'Agence américaine pour le commerce et le développement. «En combinant nos ressources et notre expertise, nous fournissons des solutions efficaces qui favorisent des infrastructures durables et de haute qualité sur le continent tout en augmentant les opportunités pour les entreprises américaines en promouvant des systèmes de passation de marchés équitables, transparents et efficaces», a-t-elle poursuivi. Le protocole d'accord renouvelé met l'accent



sur le renforcement des capacités en matière de passation de marchés publics afin de créer des systèmes transparents et efficaces qui soutiennent la croissance économique et le développement durable. Un nouvel élément important du partenariat se focalise sur la préparation des projets, soulignant l'engagement de l'Agence américaine pour le commerce et le développement et de la Banque africaine de développement à améliorer la conception et la préparation des projets. En tirant parti des avantages concurrentiels des entreprises américaines dans des secteurs tels que l'énergie, les transports, le numérique et les infrastructures de santé, ce partenariat vise à intégrer des solutions innovantes dans les activités de développement. Cette approche stratégique vise à attirer les investissements et à assurer la mise en œuvre réussie de projets d'infrastructures sur tout le continent. Le protocole d'accord initial a été signé en 2018 dans le cadre de la Global Procurement Initiative (GPI) de l'USTDA. La vice-présidente principale de la Banque

africaine de développement, Marie Laure Akin-Olugbade, a salué cette collaboration continue. «Cela nous permettra de veiller à la poursuite du renforcement des institutions nationales de passation de marchés, au renforcement des capacités et à la mise en œuvre efficace des programmes de passation de marchés au sein de nos pays membres régionaux», a-t-elle déclaré avant d'ajouter : «Cela renforce les ambitions communes de nos institutions d'aider les économies émergentes à élaborer des politiques et des procédures promouvant les meilleures pratiques en matière de passation de marchés, favorisant ainsi à terme une croissance économique durable sur tout le continent.» Lancée en 2013, la Global Procurement Initiative a pour vocation d'aider les pouvoirs publics des économies émergentes à mieux comprendre le coût total de possession des biens et services destinés aux projets d'infrastructures. L'initiative compte aujourd'hui 16 pays partenaires.

## Côte d'Ivoire

### BII investit 15 millions \$ pour booster la transformation de cajou

Bien que la Côte d'Ivoire soit un acteur clé de la filière cajou, elle transforme actuellement 34% de sa production nationale. Les autorités ambitionnent de transformer localement la moitié de la récolte d'ici 2030.

British International Investment (BII), l'institution britannique de financement du développement et investisseur d'impact, a investi 15 millions de dollars dans la société singapourienne de négoce de matières premières, Valency International, présente dans plusieurs pays africains, dont la Côte d'Ivoire. L'annonce a été faite le mardi 28 janvier. Cet investissement permettra à Valency International de disposer du fonds de roulement nécessaire pour sa nouvelle usine de transformation de noix de cajou de 45 000 tonnes, inaugurée à Attingue, en Côte d'Ivoire, lundi 27 janvier. «Le capital supplémentaire soutiendra les besoins de financement de Valency pour sa nouvelle usine de transformation de noix de cajou de 45 000 tonnes, ainsi



que le développement d'une nouvelle usine de bioproduits pour transformer les coques de noix de cajou en biochar et en biocarburants», a indiqué BII. Actuellement, la Côte d'Ivoire ne transforme que 34% de sa production, malgré sa position de premier producteur et exportateur mondial et premier transformateur africain de ce produit qui représente entre 8 et 9% du PIB, après le duo café-cacao (15%). En outre,

ce nouvel investissement devrait, selon BII, renforcer les chaînes de valeur agricoles locales, en soutenant 50 000 petits exploitants grâce à des pratiques commerciales équitables et à un meilleur accès aux marchés durables, tout en générant 2000 emplois. Ce financement porte à 30 millions de dollars l'investissement total de la banque au sein de cette entreprise. En décembre 2023, la société singapourienne avait déjà réussi à obtenir de BII 15 millions de dollars pour renforcer sa présence au Nigeria, à travers la construction de nouvelles installations de transformation de produits alimentaires et d'entreposage.

Avec Agence Ecofin

## Nigeria

### FSD Africa accompagne la Banque de l'industrie dans sa transition durable

Face à un déficit de financement climatique de l'ordre de 27,2 milliards \$ par an au Nigeria, la Banque de l'industrie intensifie ses efforts pour structurer un portefeuille de prêts ciblant des projets verts dans le pays.

FSD Africa a annoncé le mardi 28 janvier 2025, la signature d'un protocole d'accord avec la Banque de l'industrie du Nigeria (Bank of Industry - BOI) afin de renforcer sa stratégie de finance durable. A travers ce partenariat, FSD Africa apportera une assistance technique et des conseils stratégiques pour aider la banque à structurer et déployer son portefeuille de prêts dédiés aux projets climatiques dans le pays

#### Un partenariat clé pour l'essor de la finance climatique

«Ce protocole d'accord établit un cadre solide de collaboration permettant à la BOI d'élargir son portefeuille de financement climatique et de soutenir les entreprises engagées dans la durabilité», explique FSD Africa dans son communiqué. L'objectif est de positionner la banque comme un acteur majeur du



financement vert au Nigeria, en développant des solutions innovantes. Notons que le déficit annuel de financement climatique dans le pays le plus peuplé d'Afrique est estimé à 27,2 milliards \$. L'alliance stratégique s'inscrit dans la dynamique de combler ce gap. Cet accord s'aligne sur le plan stratégique triennal récemment lancé par la BOI, qui fait de la finance verte et du climat une priorité. Il s'inscrit également dans la continuité des efforts de la banque, qui avait déjà obtenu en août 2022, une ligne de crédit de

100 millions d'euros auprès de l'Agence française de développement (AFD). Ce financement visait à soutenir des investissements durables dans des secteurs clés tels que les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, l'agriculture intelligente face au climat. Avec cette nouvelle collaboration, la BOI franchit une étape décisive dans son ambition de devenir un leader de la finance verte au Nigeria, tout en catalysant des investissements essentiels pour un développement durable et résilient.

Avec Agence Ecofin

## Burkina Faso

### Faso Arzeka, la solution numérique pour centraliser les paiements publics

Le Burkina Faso franchit une nouvelle étape dans sa transition numérique avec le lancement officiel de cette plateforme innovante. Elle va centraliser tous les paiements au profit de l'administration centrale, des collectivités territoriales et des établissements publics.

Inaugurée le jeudi 30 janvier 2025, par le Premier ministre burkinabè, Rimalba Jean Emmanuel Ouédraogo, Faso Arzeka est une plateforme unique pour tout paiement au profit de l'administration centrale, des collectivités territoriales et des établissements publics du Burkina Faso. Cette solution centralise toutes les plateformes existantes du Trésor, des Impôts et de la Douane, pour un recouvrement optimisé des recettes publiques. Conçue pour réduire les déplacements et le temps d'attente des citoyens, Faso Arzeka unifie tous les moyens de paiement numériques : cartes bancaires, mobile money et virements bancaires, facilitant ainsi les interactions avec l'administration. Elle permet notamment aux usagers de payer leurs impôts et taxes, de régler des services admi-



nistratifs, de contribuer au Fonds de soutien patriotique et même de créer un portemonnaie électronique. Faso Arzeka symbolise une avancée majeure vers une administration plus transparente, efficace et accessible. Selon Bruno Raymond Bamouni, directeur général du Trésor et de la comptabilité publique burkinabè, la plateforme renforce la digitalisation de l'administration et accélère l'inclusion financière dans le pays. Elle est aussi un outil efficace de collecte

de statistiques et permet de mutualiser l'infrastructure de paiement électronique pour l'ensemble des services de l'administration publique. «Faso Arzeka est bien plus qu'une innovation technologique, c'est un véritable levier de transformation qui sécurise nos ressources, promeut la transparence et rapproche l'administration des citoyens, tout en posant les bases d'une économie plus résiliente et inclusive», a souligné le Premier ministre.

Avec Agence Ecofin

## BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 4 février 2025

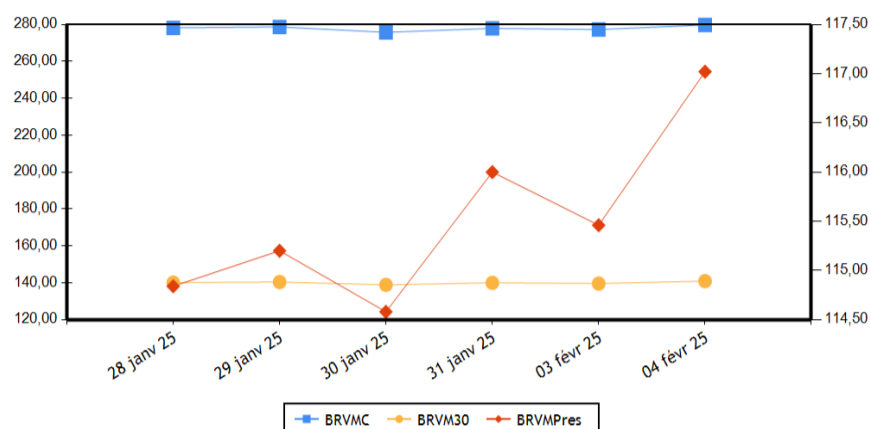
N° 24

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>279,71</b>
Variation Jour	0,89 % ↑
Variation annuelle	1,34 % ↑

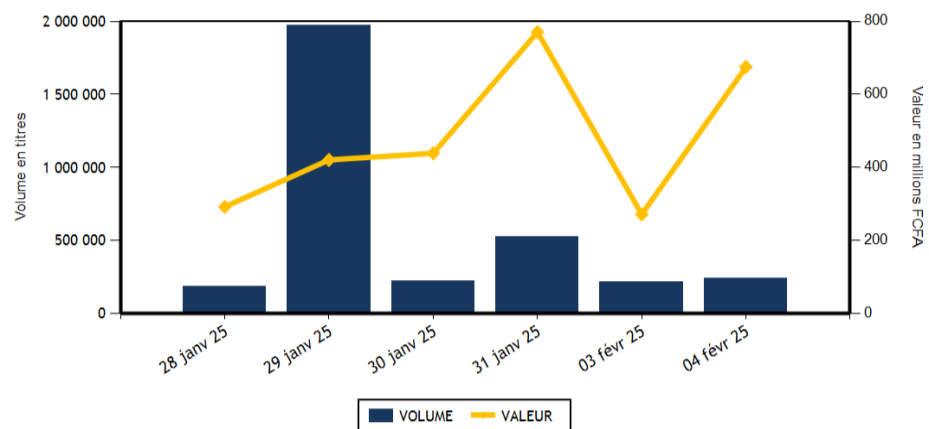
<b>BRVM 30</b>	<b>140,92</b>
Variation Jour	0,94 % ↑
Variation annuelle	1,57 % ↑

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>117,02</b>
Variation Jour	1,35 % ↑
Variation annuelle	1,90 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	10 490 884 801 667	2,63 %
Volume échangé (Actions & Droits)	239 860	11,96 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	659 638 907	148,64 %
Nombre de titres transigés	40	-11,11 %
Nombre de titres en hausse	20	42,86 %
Nombre de titres en baisse	14	-22,22 %
Nombre de titres inchangés	6	-53,85 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 528 666 304 435	-0,05 %
Volume échangé	2 181	146,72 %
Valeur transigée (FCFA)	15 258 309	140,29 %
Nombre de titres transigés	6	-25,00 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	3	200,00 %
Nombre de titres inchangés	3	-50,00 %

## PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SITAB CI (STBC)	8 020	6,93 %	9,86 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	16	6,67 %	0,00 %
UNIWAX CI (UNXC)	410	6,49 %	0,00 %
SETAO CI (STAC)	510	4,08 %	13,33 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	8 730	3,93 %	-0,74 %

## PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ORAGROUP TOGO (ORGT)	1 600	-5,33 %	-16,67 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	2 250	-2,17 %	-2,17 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	480	-2,04 %	-4,00 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	4 600	-2,02 %	-7,91 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 700	-1,46 %	-14,29 %

## INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	117,02	1,35 %	1,90 %	27 609	451 541 520	10,43
BRVM-PRINCIPAL	37	136,61	0,80 %	-1,09 %	212 251	208 097 387	11,09

## INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	122,23	1,60 %	4,15 %	11 018	55 711 085	18,11
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	784,82	0,56 %	2,73 %	25 541	374 154 120	12,40
BRVM - FINANCES	15	101,33	1,35 %	-0,41 %	177 019	182 304 302	7,05
BRVM - TRANSPORT	2	313,06	0,38 %	-4,72 %	1 604	1 997 615	3,94
BRVM - AGRICULTURE	5	187,22	1,18 %	-5,00 %	13 803	27 800 515	13,43
BRVM - DISTRIBUTION	7	322,16	0,42 %	-3,91 %	5 176	7 723 850	19,06
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	688,22	0,16 %	5,97 %	5 699	9 947 420	23,86

## INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	102,78	0,57 %	2,78 %	15 496	333 202 485	12,45
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	96,86	0,14 %	-3,14 %	6 078	11 639 225	22,48
BRVM - SERVICES FINANCIERS	15	99,59	1,36 %	-0,41 %	177 019	182 304 302	7,05
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	102,68	1,67 %	2,68 %	19 361	75 089 465	18,31
BRVM - INDUSTRIELS	7	98,48	0,23 %	-1,52 %	9 032	9 764 410	6,51
BRVM - ENERGIE	4	96,27	0,53 %	-3,73 %	2 829	6 687 385	14,88
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	101,07	0,18 %	1,07 %	10 045	40 951 635	10,66

## Musique

## Dix-huit ans plus tard, Spotify dégage son premier bénéfice

Le service se targue de compter 675 millions d'utilisateurs actifs. Le nombre d'abonnés payants a progressé de 11%.

Créé en avril 2006, le numéro un mondial des plateformes audio Spotify, a annoncé mardi avoir dégagé le premier bénéfice de son histoire. Le service compte désormais 675 millions d'utilisateurs actifs, soit 10 millions de plus que prévu. Avec 35 millions de nouveaux utilisateurs actifs par rapport au trimestre précédent, «le quatrième trimestre a été le plus fort de notre histoire et a dépassé les prévisions de 10 millions», écrit le groupe dans un communiqué. Le nombre d'abonnés payants, qui représente l'essentiel de ses recettes, a progressé de 11% à 263 millions d'abonnés.

## Une perte un an plus tôt

Grâce à une maîtrise de ses coûts ainsi qu'à une hausse du prix des abonnements payants sur plusieurs mar-



chés, dont les États-Unis, le groupe affiche son premier bénéfice net annuel, à 1,1 milliard d'euros, contre une perte de 532 millions d'euros un an plus tôt. Son chiffre d'affaires annuel a atteint 15,7 milliards d'euros, en hausse de 18% par rapport à 2023. Sur le seul quatrième trimestre, son bénéfice opérationnel a atteint un montant «record» de 477 millions d'euros, qui est cependant légèrement inférieur à ses attentes, contre une perte de 75 millions d'euros un an plus tôt.

«Solides perfor-

mances»

«Nous avons terminé l'année 2024 avec de solides performances au quatrième trimestre, la quasi-totalité de nos indicateurs de performance dépassant les prévisions et la rentabilité atteignant des niveaux record», a ajouté le groupe suédois. Pour 2025, Spotify estime être «bien positionné pour réaliser une nouvelle année de croissance continue et d'amélioration des marges, alors que nous réinvestissons pour soutenir notre potentiel à long terme».

(AFP)

## OpenAI

## ChatGPT se dote d'un nouvel outil de « recherche approfondie »

OpenAI, la maison mère de ChatGPT, a dévoilé ce lundi à Tokyo un nouvel outil de « recherche approfondie » pour son robot d'intelligence artificielle générative. Une annonce qui intervient quelques jours après l'irruption de la start-up chinoise DeepSeek qui a impressionné – ou épouvanté – la Silicon Valley.

« Recherche approfondie » est capable, par exemple, de synthétiser des données de recherche sur internet afin de recommander un équipement de ski en vue de vacances hivernales au Japon. ChatGPT, la plateforme la plus connue d'intelligence artificielle (IA) générative, se dote d'un nouvel outil. Sa maison mère, OpenAI, a dévoilé ce lundi 3 février à Tokyo « Recherche approfondie » (« Deep research », en anglais). Cette fonctionnalité « accomplit en quelques dizaines de minutes ce qui prendrait de nombreuses heures à un humain », assure l'entreprise. Ce nouvel outil « peut travailler pour vous de manière indépendante : vous lui donnez une consigne, et ChatGPT trouvera, analysera et synthétisera des centaines de sources en ligne pour créer un rapport complet du niveau d'un analyste » humain, assure l'entreprise américaine sur son site. Dans une vidéo de présentation diffusée en direct, les chercheurs d'OpenAI ont concrètement montré ce que cette fonctionnalité permet. Ainsi, « Recherche approfondie » est capable de synthétiser

des données de recherche sur internet afin de recommander un équipement de ski en vue de vacances hivernales au Japon. Un exemple parmi tant d'autres. « C'est un système qui peut faire - ce n'est qu'une estimation de ma part -, mais je pense qu'il peut faire un pourcentage à un chiffre de toutes les tâches économiquement intéressantes dans le monde », a déclaré Sam Altman, le directeur général d'OpenAI.

## La concurrence s'intensifie

L'annonce de ce nouvel outil intervient une semaine après l'irruption de la start-up chinoise DeepSeek, qui propose un robot conversationnel puissant. Il a en plus été développé à bas coûts, et fonctionne avec moins de ressources que les autres plateformes. Si bien qu'il concurrence sérieusement ChatGPT, ainsi que les autres IA avancés, tel Gemini de Google, et remet en question la domination de cette industrie par les États-Unis. Sam Altman a d'ailleurs estimé que la Chine était en train de rattraper son retard « de manière significative » sur les

technologies d'IA basées aux États-Unis. Dans un entretien accordé au média Nikkei, il a reconnu que DeepSeek est « un bon modèle », qui met en évidence la concurrence sérieuse pour la technologie de raisonnement de l'IA. Pour autant, son « niveau de capacité n'est pas nouveau », estime-t-il. « Nous produisons de meilleurs modèles, mais nous n'allons pas pouvoir maintenir autant d'avance que les années précédentes » sur la Chine, a-t-il également prévenu vendredi dernier, interrogé par un utilisateur de la plateforme communautaire Reddit, lors d'une séance de questions-réponses. Le dirigeant s'affiche ainsi un tintelet inquiet de l'arrivée de cette concurrence chinoise. La semaine dernière, OpenAI avait accusé des firmes chinoises de tenter de copier ses modèles d'IA. L'entreprise américaine affirmait qu'elles utilisaient pour cela un procédé dit de distillation (un transfert des connaissances d'un grand modèle déjà entraîné vers un modèle plus petit) à l'encontre des conditions d'utilisation de la start-up californienne.

(Avec AFP)

## Immatriculations

## Coup de frein pour les véhicules électriques en Suisse

Augmentant sans cesse chaque année, leur part a cette fois diminué. Ce sont les hybrides normaux qui tirent leur épingle du jeu.

Après des années de croissance, parfois forte, la part des véhicules 100% électriques parmi les nouvelles immatriculations a légèrement diminué en 2024: elle a affiché 19% pour les voitures de tourisme (contre 20,7% en 2023) et 8,6% pour les véhicules de transport de marchandises (contre 12,2% en 2023), selon les chiffres de l'Office fédéral de la statistique. En 2024, 346'059 véhicules routiers à moteur ont été mis en circulation en Suisse. Près des trois quarts, soit 245'552, étaient des voitures de tourisme. À celles-ci se sont ajoutés 49'507 motos, 35'921 véhicules de transport de marchandises et 15'079 véhicules agricoles, industriels ou de transport de personnes.

## Trop chers et pas assez de bornes

Dans l'ensemble, les nouvelles immatriculations de voitures de tourisme ont reculé de 4,1% en 2024. Même les voitures électriques, pendant longtemps en plein essor, n'ont pas pu infléchir cette évolution, bien au contraire: après s'être montrée moins dynamique en 2023 que les années précédentes, la croissance du segment électrique



s'est interrompue en 2024. Cette baisse fut assez générale: elle est intervenue tous les mois de l'année, sauf en février et en mars, et, à une exception près, dans tous les cantons. Selon la branche et les médias spécialisés, les causes de ce recul résideraient dans l'offre, pour l'heure encore trop limitée, de voitures électriques bon marché et dans le manque de bornes de recharge à domicile pour les locataires.

## Loin des objectifs de la Confédération

La part des véhicules hybrides rechargeables (hybrides plug-in) nouvellement immatriculés est restée à peu près stable en 2024 (8,6% contre 9% en 2023). La part cumulée des véhicules pouvant être rechargés sur le réseau électrique (100% électriques et hybrides plug-in) s'est par conséquent située à 27,6% en 2024 (contre 29,7% en 2023). Or, selon la deuxième étape de la feuille de route pour la mobi-

lité électrique, élaborée sous l'égide de la Confédération, les véhicules rechargeables devraient représenter la moitié de toutes les nouvelles immatriculations d'ici fin 2025. En 2024, les véhicules équipés uniquement d'un moteur à combustion ont présenté un tableau inégal: alors que la part des voitures à essence a nettement diminué par rapport à l'année précédente, passant de 33,3% à 29,1%, les voitures diesel ont stabilisé leur part de marché à 9,4% après sept années consécutives de baisse.

## Les hybrides normaux en tête

Les hybrides normaux ont suivi une nette progression: atteignant 33,9% (contre 27,6% en 2023), ils ont enregistré pour la première fois davantage d'immatriculations que les véhicules uniquement à essence et représentaient ainsi le plus grand segment de motorisation des voitures de tourisme neuves. Les hybrides normaux tirent toute leur énergie de l'essence ou du diesel qu'ils consomment, mais ils chargent en partie la batterie d'un moteur électrique auxiliaire, ce qui rend la propulsion un peu plus efficace.

Avec lematin.ch

## Automobile

## La Norvège ne vend quasiment plus que des voitures électriques

Près de 96 % des nouvelles immatriculations étaient des voitures électriques en janvier en Norvège. Le pays scandinave frôle ainsi son objectif de ne vendre que des voitures zéro émission à compter de cette année.

95,8 % : c'est précisément la part de voitures électriques vendues en Norvège en janvier, selon les chiffres publiés ce lundi 3 février par le Conseil d'information sur le trafic routier (OFV). Loin devant les voitures à moteur diesel, qui n'ont représenté que 1,5 % des nouvelles immatriculations dans le royaume, et les modèles à essence (0,4 %). Ainsi, sur les 9.343 voitures individuelles neuves qui se sont écoulées, 8.954 ont été tout-électrique. « On n'a jamais vu ça (...) Si le reste de l'année continue comme le mois de janvier, nous nous rapprocherons très rapidement de l'objectif 2025 », s'est félicité Øyvind Solberg Thorsen, le directeur d'OFV, cité dans un communiqué. Dans le détail, sur les 50 modèles les plus vendus, seuls

deux étaient des voitures non électriques. Et le premier de ces deux modèles n'est arrivé qu'en 33e position. Le modèle le plus vendu a été la bZ4X de Toyota, devant l'ID.4 de Volkswagen et la Nissan Ariya.

## Objectif 100% dès cette année

Le pays scandinave, paradoxalement un gros producteur d'hydrocarbures, s'est fixé l'objectif de ne vendre que des voitures neuves zéro émission à compter de 2025, soit dix ans avant l'Union européenne. Cela signifie essentiellement des voitures électriques car la part de l'hydrogène est très marginale dans le royaume. « Mais si l'on veut passer la ligne d'arrivée avec 100 % de voitures électriques, il est nécessaire

de maintenir les incitations qui rendent rentable le choix d'une voiture électrique par rapport à d'autres modèles », rappelle l'OFV. Les autorités norvégiennes ont en effet mis en place une fiscalité ultra-favorable aux modèles électriques, qui les rend très compétitifs par rapport aux véhicules thermiques et hybrides. Ils sont très largement exemptés de taxes alors que les modèles thermiques sont, à l'inverse, lourdement taxés. « Les politiciens doivent garder cela à l'esprit. Car ce sont généralement les derniers pourcents qui sont les plus difficiles à atteindre », prévient Øyvind Solberg Thorsen. Outre ce système de bonus-malus avantageux, les voitures électriques ont longtemps bénéficié de passe-droits.

(Avec AFP)



**PROGRAMME DES OBSEQUES****VENDREDI LE 07 FEVRIER 2025****18H30** veillée de prière et de chants,  
corps présent, à Lomé (Adakpame)  
et à ESSE-ANA (Pref Yoto)**Samedi 08 février 2025****05H30** : Messe d'enterrement à la Paroisse  
Saint Antoine de Padou d'Adakpame (Lomé)**10H30** : Levée du corps suivi de l'enterrement  
au cimetière du village ESSE-ANA (Pref Yoto)**14H30** : Début des funérailles et sortie de deuil.**Dimanche 09 février 2025****08H30** : Messe d'action de Grâce à la Paroisse  
Saint Antoine de Padou d'Adakpame (Lomé)**MAISON MORTUAIRE****Maison ASSOGBA Abla Denise de la Pharmacie  
d'Adakpame (Lomé) et Maison KAKE  
à ESSE-ANNA, quartier ZOUMATOKON  
(Préfecture de Yoto)****Veuve ASSOGBA Agbalé Rosaline née AGBOKA**

«dit SOUKLEW!»

**Revendeuse à Lomé (ADAKPAME)****Décédé au CHU Sylvanus Olympio à l'âge de 91 ans****HOROSCOPE finance**

**Bélier** Les aspects négatifs de la Lune accentueront votre tendance à jeter l'argent par les fenêtres. Résistez à vos envies d'achat ou de jouer gros. Ne contractez des dettes sous aucun prétexte.

**Taureau** Méfiez-vous des décisions rapides sur le plan financier : vous pourriez être déçu des résultats. Soyez moins impatient ; sachez que le temps joue en votre faveur en ce moment. Prenez le temps de réfléchir.

**Gémeaux** Vous aurez de grandes chances de faire des bénéfices cette fois grâce aux influx planétaires qui vous seront fort propices. Vous devrez votre succès à votre énergie redoutable et à votre bonne fortune. Vous ferez aussi des étincelles. Vous envisagerez peut-être même un voyage à l'autre bout de la terre pour aller chercher l'argent là où il se trouve. Tout cela semble très excitant !

**Cancer** Aucune planète n'aura d'impact direct sur votre équilibre financier. Vous n'aurez donc aucun problème particulier à craindre, mais il vous faudra toutefois comprendre que la chance due récemment à Jupiter commencera à diminuer. Si vous faites partie des natifs qui se sont montrés plus dépensiers qu'à l'accoutumée, restreignez les dépenses sans utilité réelle. Cela ne devrait pas vous être trop difficile !

**Lion** Dans le domaine matériel, l'influence restrictive de Saturne se fera particulièrement sentir. Vous risquez de subir des retards dans vos rentrées habituelles d'argent, et vous aurez tout intérêt à faire preuve de rigueur dans la gestion de vos finances. Bref, gardez-vous de jeter de l'argent par les fenêtres !

**Vierge** La présente configuration astrale donne de fortes indications d'avantages dont vous serez bénéficiaire. Ceux-ci pourront prendre la forme de cadeaux, d'une offre de voyage d'agrément ou de facilités accordées pour réaliser ce dont vous avez envie.

**Balance** La concertation astrale positive entre Jupiter et Uranus pourra aider certains d'entre vous à améliorer leurs revenus. Pour quelques-uns, c'est un coup de chance imprévu qui va intervenir. Gain à un jeu ? Héritage ? Prime fortuite ? Qui sait !

**Scorpion** La chance pure, ça n'arrive pas toujours qu'aux autres ! Votre tour semble venir aujourd'hui. Jouez à un jeu quelconque, vous vous en félicitez très probablement. Consultez votre nombre de chance. Mais pour plaire à dame Chance, vous devrez remplir deux conditions essentielles : ne pas miser trop gros et ne pas trop y compter. Pour satisfaire à la première condition, n'engagez qu'une somme que vous pouvez vous permettre de perdre.

**Capricorne** Le Ciel sera globalement favorable à vos finances, et vous pourrez rééquilibrer votre budget. Mais ce ne sera pas encore le Pérou. Alors, continuez à rester prudent dans vos dépenses.

**Sagittaire** Cette journée promet des rentrées d'argent aussi importantes qu'imprévues. Mettez sur votre sang-froid pour demander calmement une prime quelconque à une personne compétente ; il semble peu probable qu'il vous la refuse.

**Verseau** Jupiter, le maître de la chance, vous protégera de toute sa puissance sur le plan pécuniaire. Certes, vous ne devrez pas relâcher vos habitudes de vigilance, mais vous ne risquerez en aucun cas des difficultés notables.

**Poisson** Très bonne journée pour effectuer des opérations financières audacieuses. Si vous menez habilement votre barque, en prenant des risques calculés, vous serez en mesure de développer votre situation matérielle.

**L'économiste** du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et  
d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie  
des Roses - Agoè Télessou  
Email : contact@leconomistedutogo.tg  
Site web : www.leconomistedutogo.tg  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

**Directeur Général**Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)**Administrateur Délégué**Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)**Directeur de Publication**TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)**Rédacteur en Chef**Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)**Rédacteurs**

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

**Directeur Commercial**

Eli DEKOU

(+228 92 10 93 53)

**Correcteur**

Michel Yao AYEVA

**Graphiste**

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

## COMISSÃO DA CEDEAO

## COMMISSION DE LA CEDEAO

Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation

ARAA



## ECOWAS COMMISSION

Regional Agency for Agriculture and Food

RAAF

### Avis à manifestations d'intérêt Sélection de consultants individuels

<b>Projet :</b>	Programme d'Appui à la Commercialisation du Bétail en Afrique de l'Ouest (PACBAO) phase 2
<b>Source de financement :</b>	Coopération suisse (DDC)
<b>Méthode de sélection :</b>	Sélection de Consultant (e) individuel (le)
<b>Référence sélection :</b>	ARAA/PACBAO2/2025/SCI/002
<b>Objet :</b>	Sélection d'un(e) consultant(e) individuel(elle), coordinateur(trice) régional(e), Programme d'Appui à la Commercialisation du Bétail en Afrique de l'Ouest (PACBAO), phase 2.
<b>Date de publication :</b>	14 janvier 2025
<b>Date de limite :</b>	14 février 2025

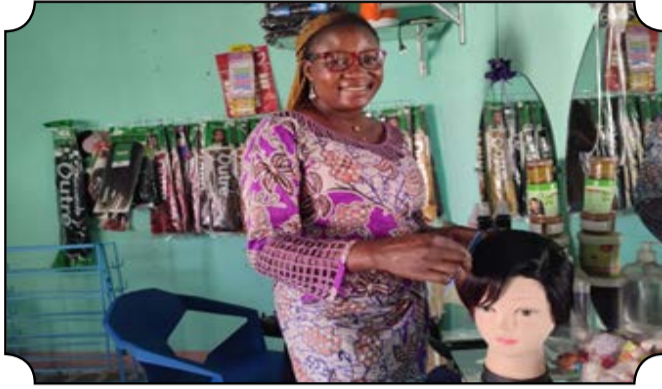
1. La Commission de la CEDEAO a reçu un financement de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) du Département Fédéral des Affaires Etrangères de la Suisse, dans la cadre de la mise en œuvre de la politique agricole régionale, l'ECOWAP 2025, et a l'intention d'utiliser une partie du montant de celui-ci pour effectuer les paiements au titre du Programme d'Appui à la Commercialisation du Bétail en Afrique de l'Ouest (PACBAO) phase 2. A cet effet, il est prévu la sélection **d'un(e) consultant(e) individuel(elle), coordinateur(trice) régional(e)**.
2. Les termes de référence détaillés sont accessibles sur le site web (<https://araa.org/vacancies>) de l'ARAA et peut être télécharger à travers le lien drive suivant : <https://bit.ly/404mxzM>
3. Les candidatures sont reçues au plus tard le **14 février 2025 à 17h00 GMT** en suivant les instructions mieux décrites dans les termes de références.
4. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires en écrivant aux adresses électroniques suivantes : [procurement@araa.org](mailto:procurement@araa.org) cc : [ctienon@araa.org](mailto:ctienon@araa.org) , [lbarnabo@araa.org](mailto:lbarnabo@araa.org) , [bkpessiglo@araa.org](mailto:bkpessiglo@araa.org) avec en objet « **SCI02-PACBAO2-Coordinateur** ».

Volontariat

SONDOU Essoréréké, programmée pour réussir

"Après tant d'efforts, il est très gratifiant de pouvoir enfin exercer le métier de ses rêves". C'est avec ces paroles empreintes de sagesse africaine qu'Essoréréké nous accueille dans son salon de coiffure.

Essoréréké a dû abandonner ses études en classe de 5e en raison de difficultés financières. Pour subvenir à ses besoins, elle a enchaîné de nombreux petits emplois.



atelier de coiffure. Durant sa mission elle a bénéficié des formations sur la gestion d'une activité génératrice de revenus, la gestion financière, le développement personnel etc.

que je viens de m'installer, à force de bien faire mon travail, je vais gagner peu à peu les clientes. J'avoue que ma mission de volontariat a été très bénéfique » explique-t-elle.

Avec togoanvt.org

Le volontariat, une opportunité unique pour servir sa communauté

Essoréréké s'est engagée comme volontaire pour être utile et contribuer à assainir sa communauté. Il faut savoir qu'au cours de la mission, les Volontaires d'Engagement Citoyen bénéficient d'un accompagnement pour leur insertion socio-économique.

Real Madrid

Un club prestigieux a fait une offre à Carlo Ancelotti

À la tête du Real Madrid, Carlo Ancelotti a reçu une grosse offre d'un club européen. Son départ sera compliqué, mais un sérieux projet lui a été proposé.

La saison du Real Madrid est assez mouvementée. Outre l'adaptation de Kylian Mbappé qui a fait grand bruit lors de la première partie de saison, les résultats du club merengue en Ligue des Champions ont étonné, puisqu'il devra passer par Manchester City, en barrages, avant d'atteindre la phase finale.



vie. Ce jour arrivera, mais je ne sais pas quand. Ce n'est pas à moi d'en décider. Florentino va continuer quatre ans de plus, et mon objectif c'est de rester quatre ans de plus à ses côtés.

Carlo Ancelotti veut rester

Pourtant, une opportunité en or vient de s'offrir à lui. Comme l'informe AS, l'AS

Roma veut faire de Carlo Ancelotti le nouvel élu pour relancer son projet. Comme en 2021 avec José Mourinho, le club romain souhaite un grand nom pour prendre la suite de Claudio Ranieri, qui a annoncé sa retraite à la fin de la saison.

Avec footmercato.net

AVIP-TOGO

Dix ans d'actions réussies, un nouveau plan stratégique pour les cinq années à venir

Créée en 2015, AVIP-Togo célèbre cette année son dixième anniversaire. Au cours de cette décennie, l'ONG a joué un rôle significatif dans l'épanouissement des femmes togolaises et la préservation de l'environnement.

À travers cette rencontre, il s'agissait pour AVIP-Togo de présenter de manière détaillée son nouveau plan stratégique quinquennal, afin de susciter l'engagement et la collaboration de ses partenaires et des acteurs clés du développement.



tioux que nous nous sommes fixés, pour un impact durable et concret sur le terrain », fait savoir Mme AGBEWANOU.

Un plan ambitieux

Élaboré avec l'appui technique et financier du Programme CLE, un programme canadien, le plan quinquennal 2025-2029 de l'AVIP-Togo aborde plusieurs enjeux majeurs pour l'avenir des communautés bénéficiaires de l'intervention de l'ONG.

Enfin, l'organisation ambitionne d'élargir son impact en ouvrant des antennes régionales dans les cinq principales régions du Togo d'ici 2029. Pour atteindre ces objectifs, le plan stratégique de l'AVIP-Togo repose sur quatre grandes orientations.

Avec Société Civile Médias

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Table titled 'Le Togo en chiffres' showing economic indicators for 2022 and 2023, including GDP, exports, and imports.

**NOUVEAU  
50CL**

**MÊME  
SAVEUR**

**650\***  
**FCFA**

**LA BOUTEILLE**

**50cl**

Harmónies



**EKU**  
BAVARIA



WWW.BBLOME.COM

\*PRIX CONSEILLÉ À LA BOUTEILLE DE 50CL



CMJN

CMJN